

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES FRAIS DU SERVICE DE LA DETTE FÉDÉRALE EN 1980 ET 1981—
LE NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT ET DU CHÔMAGE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Sur la foi des chiffres que le ministre a donnés hier soir dans son budget, il semble maintenant que les frais du service de la dette fédérale atteindront l'an prochain 8 milliards de dollars contre 2 milliards en 1970, ce qui veut dire que l'an prochain, chaque travailleur canadien devra porter un fardeau de \$800 rien que pour le service de la dette fédérale.

Le ministre des Finances nous dira-t-il quels en seront les frais pour 1981 et 1982? Peut-il nous faire des prévisions à plus long terme qu'il ne l'a fait hier soir?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Comme je me suis préoccupé de ce problème, monsieur l'Orateur, j'ai décidé de ramener de 12.1 à 10.7 milliards de dollars nos besoins de trésorerie pour la prochaine année financière. Je suis toujours étonné que les députés d'en face se plaignent de l'ampleur du déficit. Ils ont déploré hier soir que je n'aie pas suffisamment réduit les taxes.

● (1112)

M. Stevens: Le ministre sait pertinemment, du moins s'il a consulté son sous-ministre, que, abstraction faite des circonstances plutôt extraordinaires qui ont entouré l'émission d'obligations d'épargne du Canada, en fait, nos besoins de trésorerie augmenteront au lieu de diminuer l'an prochain.

Mais que le ministre réponde à cette question: on a déclaré ce matin que le déficit du pays en 1980, même avec le plein emploi, selon ce que prévoient actuellement les analystes, sera toujours de 6 ou 8 milliards de dollars; à combien le ministre croit-il que le déficit du Canada se chiffrera cette année-là? Le ministre peut-il nous dire si ces prédictions sont justifiées?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je dirai tout d'abord qu'il y aura cet après-midi un débat budgétaire, comme nous l'avons convenu. Je ne vais donc pas discuter de la question de savoir ce qu'aurait été le budget s'il n'y avait pas de chômage au Canada ni à quel niveau l'économie fonctionne à pleine capacité. Ce sont des questions complexes sur lesquelles il est difficile de formuler des hypothèses.

Tout ce que je peux dire, c'est que dans le budget d'hier soir, j'ai tenté de stimuler l'économie autant que je le pouvais mais, par ailleurs, j'ai pris des mesures pour réduire nos besoins de trésorerie. Je crois que c'est la politique économique la plus judicieuse que je pouvais présenter dans les circonstances actuelles.

M. Stevens: Je m'adresse encore une fois au ministre des Finances. Sa réponse montre que c'est cette façon de colmater

[M. l'Orateur.]

les brèches au jour le jour crée des problèmes dans notre économie.

Ma dernière question au ministre porte sur les répercussions qu'auront sur le secteur privé les emprunts massifs qu'il prévoit, emprunts qui feront passer maintenant 28 p. 100 des fonds disponibles dans le secteur privé aux mains de l'État, contre 10 p. 100 au cours de la décennie qui a pris fin en 1976. Le ministre ne croit-il pas que cette mesure fera augmenter encore plus les taux d'intérêt et, partant, le chômage qui est indiscutablement fort élevé à l'heure actuelle?

M. Chrétien: Je suis heureux que le député ait parlé des marchés financiers. En fait, à cause du budget, la valeur du dollar a augmenté sur les marchés ce matin.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: En réponse à la question du député, je lui ferai remarquer qu'il y a bien des économies disponibles actuellement sur le marché canadien. Le niveau de l'épargne est très élevé au Canada et absolument rien n'empêche, j'en suis convaincu, le gouvernement d'emprunter cet argent et le secteur privé de l'employer pour planifier davantage et accroître ses investissements de 16 p. 100 l'année prochaine.

LA VALEUR DU DOLLAR CANADIEN—LA POLITIQUE DU
GOUVERNEMENT

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il vaut de noter que le dollar réagissant au budget a bougé de 1/5 p. 100 au-dessus du niveau de 84c.

Des voix: Oh, oh!

M. Gillies: Hier soir, le ministre a déclaré dans son exposé budgétaire qu'il y a lieu de croire que l'importante correction du taux de change exigée pour rétablir notre compétitivité est maintenant terminée. Est-ce à dire alors que le gouvernement du Canada compte soutenir le dollar canadien autour des 84 ou 85c.?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Nous avons toujours dit n'avoir aucune intention de fixer le taux du dollar canadien: le marché en décidera. Nous estimons que son niveau actuel est excellent et nous permet de maintenir notre situation concurrentielle actuelle. Nous espérons que le dollar ne baissera pas, mais si les pressions du marché le font baisser, nous devons en prendre notre parti car nous nous refusons à en fixer la valeur. Nous laissons le marché déterminer la valeur du dollar.

M. Gillies: Encore une fois, monsieur l'Orateur, j'aimerais qu'on clarifie ce point-là. Le ministre des Finances dit-il maintenant à la Chambre que peu importe les pressions qui pourront s'exercer, par la spéculation ou d'autres forces, sur le dollar canadien, le gouvernement canadien n'interviendra pas même s'il estime qu'une baisse du taux de change ferait du tort à l'économie canadienne?